

N°1011

du 07  
AVRIL  
2017



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 Appréhendée avec ses complices par les services du ministère de la Sécurité

**Une dame collecte les produits alimentaires frelatés et avariés pour les revendre sur le marché togolais**

P.3 M. Makhtar Diop, en visite au Togo, annonce l'augmentation de l'appui budgétaire de la Banque mondiale au Togo

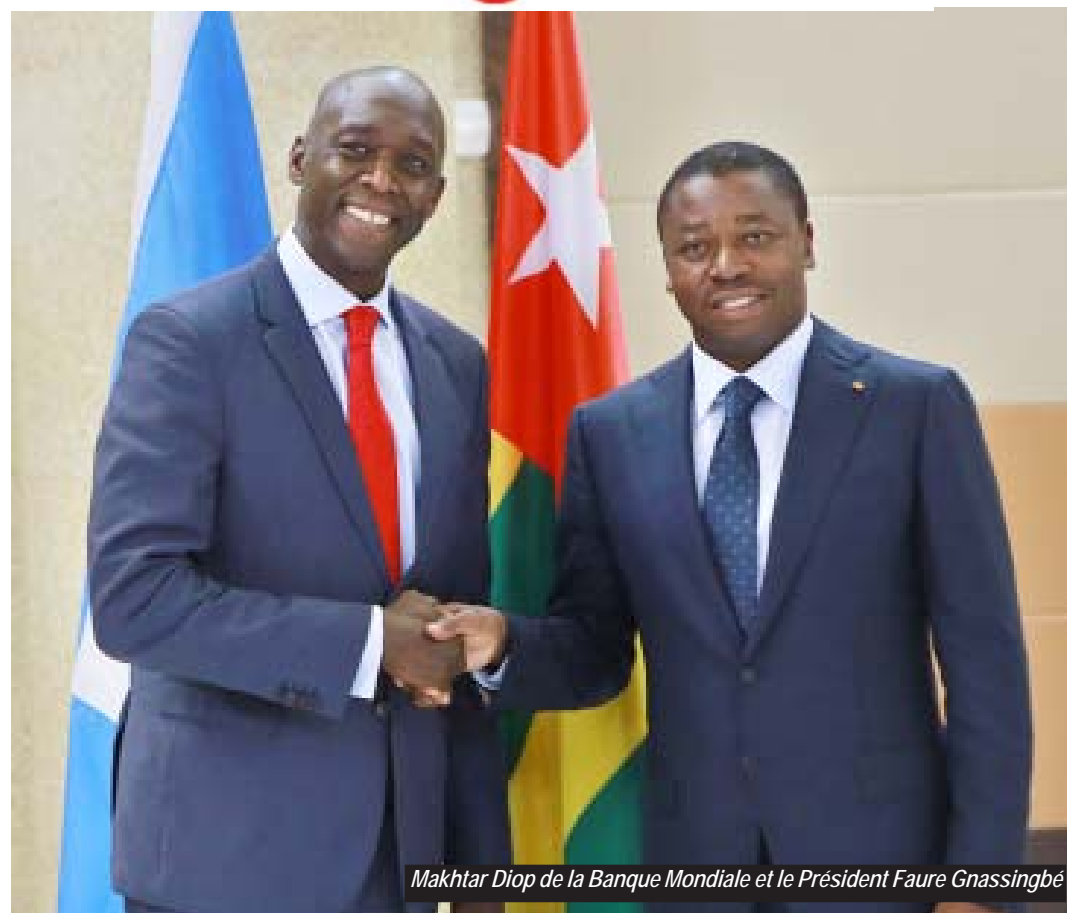
## 20 millions de dollars de plus pour les réformes urgentes

P.4 Objectif du nouveau projet «Transport durable à faible émission»

**Réduire le parc automobile d'occasion pour améliorer la qualité de l'air**

P.6 Pour des tâches liées au permis de construire ou à l'aménagement urbain

**Deux architectes et trois urbanistes togolais désirés par la Fonction publique**



Makhtar Diop de la Banque Mondiale et le Président Faure Gnassingbé

P.3 Projet d'élaboration de carte de fertilité des sols, avec l'appui du Maroc

**Equiper l'ITRA de laboratoires modernes et cibler 100 000 hectares cultivés pour la phase pilote**

P.7 Kits d'insertion professionnelle

**196 nouveaux bénéficiaires dans le Grand Lomé**

**PA-LUNION** .com

L'actualité nationale et internationale en vrai

24h/24

[www.pa-lunion.com](http://www.pa-lunion.com)

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

## AZIMUTS INFOS

## Une libellule traverse l'océan pour trouver l'amour

*Pantala flavescens* peut parcourir 6.000 km pour trouver l'âme sœur. Cette libellule répandue dans le monde traverserait même l'océan Indien. C'est le résultat d'une analyse génétique qui a comparé des populations qui sont pourtant géographiquement éloignées.

Pour beaucoup d'animaux migrateurs, la migration saisonnière est indispensable pour accomplir leur cycle de reproduction. Mais voilà qu'un insecte ne semble pas se faciliter la vie en choisissant de parcourir des milliers de kilomètres pour se reproduire : *Pantala flavescens*, la "libellule globe-trotteur", détient le record mondial de la plus longue migration chez les insectes. Cette espèce d'environ 5 cm de long appartient à l'ordre des odonates, comprenant les libellules (anisoptères) et les demoiselles (zygoptères). Parmi les 6.000 espèces connues d'odonates, seulement 25 à 50 sont capables de migrer.

Plutôt située dans la zone intertropicale, *P. flavescens* se trouve aussi dans de nombreuses zones tempérées : le nord-est des États-Unis, le sud du Canada, le nord-est de la Chine. Dans un article paru dans PLOS One, des chercheurs de l'université Rutgers ont donc voulu étudier les variations génétiques de cette libellule dans le monde, en utilisant des populations d'Amérique du nord, du sud et d'Asie. Pour cela, ils ont amplifié par PCR l'ADN d'un gène mitochondrial : CO1, codant pour une cytochrome oxydase.

L'analyse génétique a montré que ces populations éloignées étaient très similaires du point de vue génétique : la libellule est donc capable de traverser les continents. Des populations du Texas, de l'est du Canada, du Japon, de la Corée, l'Inde et l'Amérique du sud avaient les mêmes profils génétiques.

" Si le *Pantala* d'Amérique du Nord était seulement élevé avec le *Pantala* nord-américain et le japonais uniquement avec le japonais, nous verrions des résultats génétiques qui diffèrent les uns des autres ", a expliqué Jessica Ware, un des auteurs de cette recherche. " Nous ne voyons pas cela. Ceci suggère le mélange des gènes à travers de vastes étendues géographiques. "

## Une migration multigénérationnelle d'un continent à un autre

La migration de *P. flavescens* a aussi comme particularité de traverser les océans : l'insecte vole sur plus de 3.500 km au-dessus de l'océan Indien. Si la traversée des mers et des océans est courante chez des tortues de mer, des baleines, elle est beaucoup plus rare pour un insecte terrestre. La dispersion de la libellule pourrait aussi être en partie passive, utilisant les vents.

Chez les insectes, le papillon monarque est lui aussi célèbre pour ses grandes migrations : il parcourt environ 4.000 km de son habitat d'hiver au Mexique vers les États-Unis et le Canada où il passe l'été. Ces voyages se font sur plusieurs générations. La migration des *Pantala* est bien plus longue ; il s'agit même d'une " mission suicide " dans laquelle le retour de l'individu n'est pas possible. Elle se fait elle aussi sur plusieurs générations. Mis bout à bout, les trajets des *Pantala* sur plusieurs générations totaliseraient plus de 18.000 km avec des parcours individuels de 6.000 km, notamment entre le nord de l'Inde et l'est de l'Afrique, nécessitant la traversée d'un océan.

La stratégie de *P. flavescens* peut paraître particulièrement risquée. Mais, pendant son long voyage, la libellule tire profit de la météo et des pluies saisonnières. Elle utilise des mares temporaires comme habitat dans lesquelles elle se reproduit. Les larves ont un développement rapide en 38 à 65 jours ce qui leur permet de se développer avant que la mare ne s'assèche. Les nouveaux adultes continuent alors la migration.

D'ailleurs ne dit-on pas que l'amour donne des ailes ?

Théâtre  
Tournoi international d'impro théâtrale à l'Institut Français du Togo les 7 et 8 avril

Trois équipes, parmi lesquels des champions, venant du Québec, de France et du Togo vont s'affronter lors d'un tournoi international de match d'improvisation au théâtre ces 7 et 8 avril.

Les Togolais David Ganda et Folo participent à un tournoi international d'improvisation internationale où ils auront à affronter des slameurs et comédiens de France et du Canada. Le match d'impro est une rencontre théâtrale entre deux équipes qui s'opposent en improvisant des courtes histoires inspirées des thèmes donnés par l'arbitre. Pas de belles passes, ni

de beaux buts mais des bons mots et des belles histoires inventées en direct. A la fin du match, le public désigne le vainqueur de la partie.

Les comédiens improvisateurs, tous expérimentés et de renommée mondiale (plusieurs champions du monde d'improvisation seront présents) montreront leur sens de l'humour, leur spontanéité dans une ambiance festive. Les demi-finales et la finale auront lieu ces 7 et 8 avril à l'Institut Français du Togo (Lomé).

Entrée : 3000 F pour voir deux matchs. 2000 pour voir un match.

Heure : 19 heures



## Littérature

"Le Petit Prince" traduit dans une 300<sup>e</sup> langue

Incroyable mais vrai. Le Petit Prince, l'ouvrage le plus lu de l'écrivain aviateur français Antoine de Saint-Exupéry, devient le livre le plus traduit au monde. Mais il est encore loin de la sainte Bible, plus de 600 traductions. D'après Livres Hebdo, un des sites de référence francophone en matière de livre, Le Petit Prince vient d'être traduit en hassanya, " une langue arabe du Sahara marocain ", dans une région (Tarfaya) où a atterri le pilote-écrivain en 1927 avec son avion de

l'aéropostale et où il écrit son premier roman Courrier sud. " Le Hassanya est un dialecte arabe parlé au Sahara marocain. Sur une aire géographique très étendue, elle constitue la langue maternelle d'une population vivant de Oued Noun au Sud du Maroc au fleuve du Sénégal au Sud de la Mauritanie. A l'origine dialecte des Bedouins, le Hassanya se distingue par divers traits phonétique et morphologiques ", selon un communiqué de la Fondation Antoine de Saint-Exupéry.

Mort à 44 ans dans un accident d'avion au large de Marseille, certainement abattu par les Allemands, Antoine de Saint-Exupéry est romancier, poète, aviateur et reporter. Pionnier de l'aéropostale, il fut auteur de romans abondamment traduits dans plusieurs langues et l'un des auteurs français les plus lus. Son œuvre est constitué de Vol de nuit, Courrier du Sud, Terre des hommes, Pilote de guerre et l'inusable Petit Prince.



## Culture

## La culture absente de la campagne présidentielle française

La France, pays un temps des Lumières, serait-elle en train de sombrer dans le matérialisme le plus abject, l'oubli de soi voire de l'obscurantisme ? On pourrait en douter avec cette campagne présidentielle en cours où aucun candidat, hormis le socialiste Benoit Hamon et le social-libéral Emmanuel Macron, n'a parlé de culture.

C'est vrai que la culture ne recouvre plus le même sens pour les Français. Quand le candidat socialiste a parlé au cours du fameux débat à 11

heures, spécifique. Il y a un art français, une littérature française, qui ont attiré les artistes du monde entier pendant une certaine époque. La forte immigration au 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècle et le multiculturalisme doit plutôt faire rappeler qu'il y a une culture autochtone en France à laquelle les populations allochtones devraient adhérer. Paris reste tout de même la ville la plus visitée au monde pour ses monuments.

Pour une culture en si grande détresse, un budget sabré à plusieurs



reprises, il y a urgence d'en parler au cours de cette campagne. D'où la volonté des acteurs culturels d'attirer l'attention des politiques sur l'importance d'une politique culturelle. Le Quotidien de l'art et le Palais de Tokyo ont lancé un Tumblr pour rappeler que la culture existe. Le Palais de Tokyo a donc décidé de se mobiliser, avec l'appui du journal Le Quotidien de l'art, en invitant artistes, intellectuels, professionnels du monde de la culture et associatif, ainsi que tous les amateurs d'art à alimenter le compte Tumblr au titre si ironique " une pensée pour la culture ".

Il y a belle et bien une Culture Française, spécifique. Il y a un art français, une littérature française, qui ont attiré les artistes du monde entier pendant une certaine époque. La forte immigration au 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècle et le multiculturalisme doit plutôt faire rappeler qu'il y a une culture autochtone en France à laquelle les populations allochtones devraient adhérer. Paris reste tout de même la ville la plus visitée au monde pour ses monuments.

Pour une culture en si grande détresse, un budget sabré à plusieurs

## Littérature

## Conseils aux jeunes écrivains rejetés

J.K. Rowling, l'auteure de « Harry Potter » a dispensé des conseils à de jeunes auteurs découragés, leur rappelant que son best-seller mondial avait été plusieurs fois rejeté. Sur Twitter, elle distille des conseils sur comment écrire un roman, sans se décourager.

Il faut sans doute rappeler que l'une des plus grandes fortunes d'Angleterre aujourd'hui est l'exemple parfait de la persévérance en la matière. Le manuscrit de Harry Potter, traduit dans plus de 60 langues, a été refusé à plusieurs reprises.

En 2016, J.K. Rowling avait

d'ailleurs diffusé certaines des lettres de refus en réponse à une jeune auteure qui venait d'essayer un refus et s'exclamait : « Je n'abandonnerai pas. J.K. Rowling aussi a été refusée ».

Déjà il était question d'accepter l'échec et de comprendre qu'il fait partie du processus créatif. « J'ai affiché ma première lettre de refus sur le mur de ma cuisine, car c'est un point que j'ai en commun avec mes auteurs préférés. Il y a tant de fois, au début des années 1990, où j'aurais eu besoin que quelqu'un me dise cela », a-t-elle écrit.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
Guillaume BOGLA

M. Makhtar Diop, en visite au Togo, annonce l'augmentation de l'appui budgétaire de la Banque mondiale au Togo

## 20 millions de dollars de plus pour les réformes urgentes

\* **Trois accords de financement signés pour environ 39 milliards de francs Cfa.**

Late Pater

Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, Monsieur Makhtar Diop, vient de boucler une visite de travail de 24 heures à Lomé, du 5 au 6 avril 2017. Cette visite s'inscrit dans le cadre du partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et la République togolaise, et vise à renforcer le dialogue avec les autorités nationales sur les politiques de développement et discuter de l'appui de la Banque mondiale au pays en matière de développement économique et social. La toute première activité de Monsieur Diop, quelques heures après son arrivée, a été la signature de **trois accords de financement pour un montant total de 65 millions de dollars (soit environ 39 milliards de francs Cfa). Sur ce montant, 51 millions de dollars sont octroyés au Togo sous forme de don.**

Le premier accord signé porte sur le Projet de filets sociaux et de services de base (PFSSB), d'un montant de 29 millions de dollars (environ 17,5 milliards de francs Cfa), sous forme de don et qui a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque le 21 mars 2017. Ce projet va aider le Togo à poursuivre la mise en œuvre de sa politique nationale de développement à la base, pour renforcer l'accès des communautés pauvres aux infrastructures de base et aux filets de sécurité sociale. Il s'appuie sur les bons résultats enregistrés dans le cadre des précédentes interventions de la Banque mondiale dans le développement communautaire depuis son réengagement avec le Togo en 2008, notamment le Projet de développement communautaire (PDC) et son successeur, le PDCplus. Le nouveau projet sera mis en œuvre dans les cinq régions du Togo et comprend trois types d'interventions : (i) la réhabilitation et la construction d'infrastructures socioéconomiques de base, telles que les écoles primaires et les centres d'alphabétisation, les infrastructures sanitaires, les points d'eau potable et les retenues d'eau, les routes secondaires et les infrastructures de marché ; (ii) l'accès aux filets de protection sociale, notamment : un programme d'alimentation en milieu scolaire pour aider les enfants des communautés les plus pauvres à accéder à l'enseignement primaire ; et un programme de transfert monétaire pour accroître les revenus et la consommation des ménages ciblés, augmentant ainsi leur capacité à faire face aux chocs ; et (iii) le renforcement des capacités pour aider les communautés à assumer la responsabilité de la mise en œuvre des activités susmentionnées, et renforcer la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des programmes de protection sociale, y compris le



Makhtar Diop et le président Faure Gnassingbé

ciblage, les systèmes de paiement, et le suivi-évaluation.

Le deuxième accord signé est relatif au Projet Emploi des Jeunes Vulnérables (PEJV), dont le montant s'élève à 15 millions de dollars (environ 9 milliards de francs Cfa), également sous forme de don, et qui a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque le 21 mars 2017. Ce projet vise à offrir des opportunités économiques aux jeunes pauvres et vulnérables. Il s'agit de jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 35 ans, vivant dans les communautés pauvres des cinq régions du pays, n'ayant pas achevé leur cycle primaire ou souffrant d'handicaps. Plus spécifiquement, le PEJV va soutenir l'initiative nationale en matière de volontariat et permettre aux jeunes bénéficiaires d'acquérir des compétences et une expérience professionnelles tout en offrant des services à leurs communautés. Ce service communautaire sera le point de départ qui fournira aux jeunes une allocation pour les aider à couvrir leurs besoins immédiats et, éventuellement, à se mettre à leur compte. Il servira également de « dispositif d'engagement », qui permettra à ceux seront les plus motivés et qui auront préparé un plan d'affaires jugé satisfaisant, de bénéficier d'une subvention pour développer leur projet d'activité. Le projet offrira également offrir des formations pour aider les jeunes à acquérir des compétences techniques, y compris en gestion de microentreprise. Le PEJV s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre de l'approche communautaire adoptée par le Projet éducation et renforcement institutionnel (PERI 1 et 2), et par le Projet de développement communautaire et de filets sociaux (PDCplus), tous deux financés par la Banque mondiale.

Quant au troisième accord signé, il porte sur le Projet de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies (REDISSE). Il s'agit d'un projet régional qui couvre la Guinée Bissau, le Libéria, le Nigéria et le Togo, et pour lequel le Togo a obtenu un montant

de 21 millions de dollars (environ 12,5 milliards de francs Cfa). Sur ce montant, 7 millions de dollars sont octroyés sous forme de don, et 14 millions sous forme de crédit. Le REDISSE a pour objectif de renforcer les capacités intersectorielles aux niveaux national et régional

pour permettre (i) une surveillance collaborative des maladies, (ii) assurer une meilleure préparation aux épidémies en Afrique de l'Ouest, et (iii) s'attaquer aux faiblesses systémiques qui entravent une surveillance et une prise en charge efficaces des maladies humaines et animales. Ce projet a été initié suite à la récente épidémie de la maladie virale d'Ebola qui a largement érodé les gains dans la lutte contre la pauvreté, dans le développement humain et au niveau de la croissance économique dans les pays affectés. Cette épidémie a révélé l'absence de collecte systématique, de reportage et d'échange d'information sur les maladies infectieuses à travers les frontières des pays en temps opportun, et le REDISSE va apporter un appui dans ce sens.

Dans son intervention à l'occasion de la signature, Monsieur Diop a annoncé la décision de la Banque de porter l'appui budgétaire, en cours de préparation et initialement prévu pour un montant de 30 mil-

lions de dollars, à un montant de 50 millions de dollars pour permettre au Togo de mettre en œuvre certaines réformes urgentes.

Dans le reste de son agenda, après la cérémonie de signature, le Vice-président de la Banque mondiale a eu des rencontres avec les hautes autorités nationales et d'autres acteurs, et a visité le **Centre d'excellence régional sur les sciences aviaires (CERSA)** sur le campus universitaire de Lomé. Cette visite s'est déroulée en partie à la station d'expérimentations agricoles de l'Ecole supérieure d'agronomie, suivie d'une rencontre avec les étudiants, enseignants et partenaires du CERSA. Créé en 2014, le CERSA est financé (prêt de 8 millions de dollars) par la Banque mondiale pour promouvoir le développement de la filière avicole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Concrètement, le CERSA vise à promouvoir l'excellence en recherche-développement, la formation des étudiants en Master et Docto-

rat, la formation de courte durée (6 mois), de même que l'appui-conseil aux acteurs sur le terrain pour la promotion de la filière avicole. Sans oublier la formation à la carte à l'attention des professionnels et des nombreux jeunes qui sont intéressés par la filière avicole. Plusieurs débouchés s'offrent après la formation : entrepreneurs dans les industries avicoles ; cadres dans les industries avicoles ; cadres techniques dans les laboratoires de recherche ; experts dans les agences gouvernementales de régulation et les unités de la filière avicole ; investigateurs scientifiques ; formation/ recherche dans les Universités et Instituts ; experts pour les ONG ; techniciens dans les industries agro-alimentaires ; techniciens dans les structures de transformation et de commercialisation de produits avicoles ; techniciens dans les industries de production de poussins d'un jour ; techniciens dans les

(suite à la page 4)

Projet d'élaboration de carte de fertilité des sols, avec l'appui du Maroc

## Equiper l'ITRA de laboratoires modernes et cibler 100 000 hectares cultivés pour la phase pilote

\* **Lancement officiel prévu au 9<sup>ème</sup> Forum national du paysan togolais.**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'élaboration de carte de fertilité des sols au Togo, avec l'appui technique du Royaume du Maroc, à travers le partenariat entre la fondation «Office Chérifien des Phosphates» (OCP), l'Institut togolais de recherches agronomiques (ITRA), s'est vu doté, le 27 mars 2017, de laboratoires modernes. La convention, signée le 2 novembre 2016 à Lomé, devra permettre : (i) de renforcer les capacités des cadres du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique dans les domaines de la fertilité des sols et la fertilisation des cultures et les systèmes d'information géographique (SIG) appliqués à la cartographie des sols ; (ii) d'équiper deux laboratoires d'analyse des sols (laboratoire fixe de l'ITRA et un laboratoire mobile) ; (iii) d'organiser une caravane agricole de sensibilisation.

A cet effet, afin de mieux s'inspirer de l'expérience marocaine, il est prévu la formation au Maroc de dix (10) cadres du ministère de l'Agriculture et, à la fin du projet, 35 agents, et d'autres techniciens du secteur agricole, essentiellement orienté vers les nouvelles technologies agricoles, et l'appui à la création d'un lycée agricole à Tchitchao (région de la Kara). La carte de fertilité est prévue avec une phase pilote sur 100 000 hectares couvrant les agropoles de l'Oti, de la Kara, du Haut-Mono et d'autres

zones caractéristique du Togo. Avant de l'étendre sur la totalité des 3,5 millions d'hectares des terres cultivables du pays. La phase pilote est répartie comme suivant : 35 000 hectares dans les Savanes, 25 000 hectares dans la Kara et autant dans la Centrale, 10 000 hectares dans les Plateaux et 5 000 hectares dans la Maritime.

Couplée avec des prélèvements des sols pour analyse par l'ITRA, la phase pilote va sensibiliser 20 000 agriculteurs sur les bonnes pratiques agricoles axées sur la fertilisation raisonnée, servir de cadre d'échange d'expérience entre les techniciens et les producteurs et autres acteurs du développement agricole, ... et disséminer les bonnes pratiques agricoles des principales cultures du Togo par la formation sur la fertilisation des sols au profit de 1,3 million d'agriculteurs au terme du projet en 2019 sur une échelle spatiale de 3,6 millions d'hectares. Le projet a fait l'objet d'échanges de séminaire gouvernemental au conseil des ministres du 31 mars dernier. Avec l'appui des laboratoires équipés, le projet fera de l'ITRA une référence dans la sous région.

Sur le court terme, indiquent les spécialistes du ministère de l'Agriculture, le Togo pourra établir une grille de doses recommandées d'engrais sur plusieurs cultures au profit des producteurs agricoles et à l'échelle plus fine (niveau canton), et fournir aux investisseurs et

autres acteurs de développement agricole des informations à titre d'aide à la prise de décision. Sur le long terme, le pays pourra réaliser des prévisions et des analyses spatio-temporelles sur la productivité des cultures en relation avec la rentabilité des activités agricoles et les impacts économiques et finan-

Togo est de 108 409 465 (Cent huit millions quatre cent neuf mille quatre cent soixante-cinq).

Pour rappel, les terres arables du Togo sont estimées à 3,6 millions d'hectares, dont 41% actuellement cultivées. Des évaluations de la fertilité des sols du pays ont été réalisées dans les années



Les délégations togolaise et marocaine à la signature de la Convention en novembre 2016

ciers recherchés. A terme, affirmant de l'Agriculture et ses collaborateurs, « le projet permettra une meilleure productivité des sols sur toute l'étendue du territoire afin de mieux lutter contre la pauvreté ». Son lancement officiel est prévu à Kara, lors de la 9<sup>ème</sup> édition du Forum national du paysan togolais le 22 avril 2017.

Le coût total de ce projet est estimé à 463 172 890 (Quatre cent soixante-trois millions cent soixante-douze mille huit cent quatre-vingt-dix) francs Cfa. Le Maroc investit à hauteur de 354 763 425 (Trois cent cinquante-quatre mille sept cent soixante-trois mille quatre cent vingt-cinq) et la part du

1970 par l'ex-Institut national des sols (INS). Les recommandations en matière de fertilité des sols basées sur ces évaluations sont estimées vieilles et n'ont pas été actualisées de manière systématique ; de plus ces recommandations ont porté sur un nombre limité de cultures alors identifiées comme économiquement intéressantes (maïs, riz, manioc, igname, etc.). De nouvelles cultures (soja, sésame, anacarde...) sont devenues attractives pour lesquelles il n'existe pas à ce jour de recommandations. Les rendements sont bas aussi bien sur les cultures traditionnelles que sur les nouvelles cultures de diversification.

Plusieurs décisions à la réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'UEMOA

## Le budget programme mis en place au plus tard le 1er janvier 2019

\* **Egalement, un nouvel instrument de mesure de l'inflation qui prend en compte les milieux rural et urbain.**

Late Pater

Le Conseil des ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a tenu sa première session ordinaire de l'année, le 31 mars 2017, au Siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar, en République du Sénégal, sous la Présidence de Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal, son Président en exercice. Au terme de la réunion, des conclusions et recommandations.

**Au titre de la BCEAO.** Le Conseil a examiné la situation économique et monétaire récente de l'Union. Il a relevé la poursuite de la dynamique favorable de l'activité économique au quatrième trimestre 2016 ainsi que les bonnes perspectives économiques dans les Etats membres de l'UEMOA. A cet égard, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2016 après 6,8% le trimestre précédent, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure. Pour l'année 2016, le PIB de l'Union progresserait de 6,8%, après 6,6% en 2015. Les projections pour l'année 2017 tablent sur une croissance du PIB de 7,0%, soutenue principalement par les secteurs tertiaire et secondaire. Les ministres ont invité les Etats membres à accentuer les efforts pour assurer la consolidation budgétaire, le renforcement de la qualité des investissements publics et le développement du secteur privé. En particulier, le Conseil des ministres a noté la nécessité de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques, afin d'imprimer au déficit budgétaire une orientation lui permettant de s'inscrire dans le respect de la norme communautaire de 3,0% du PIB à l'horizon 2019. Le Conseil des ministres a également noté la baisse du niveau général des prix à la consommation, avec un taux d'inflation passant de -0,1% au troisième trimestre 2016 à -0,3% au quatrième trimestre 2016, en liaison avec l'offre suffisante des produits alimentaires et la diminution des prix à la pompe des carburants dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Le Conseil a approuvé les comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2016 et procédé à l'affectation du résultat financier y afférent. Il a félicité la BCEAO pour les actions entreprises en vue de consolider la résilience macroéconomique de l'Union et favoriser l'atteinte d'une croissance durable et inclusive dans la zone.

**Au titre de la BOAD.** Le Conseil a approuvé les comptes de l'institution pour l'exercice clos le

31 décembre 2016. La BOAD enregistre un résultat net bénéficiaire de 10,548 milliards FCFA contre 8,839 milliards de FCFA à fin 2015, soit une hausse de 19,3%. Le bénéfice ainsi dégagé renforcera ses fonds propres. Le produit net bancaire atteint 34,131 milliards de FCFA contre 32,614 milliards de FCFA au titre de l'exercice 2015, soit une hausse de 4,6%. L'évolution du résultat s'explique notamment par l'amélioration des produits des prêts, ainsi que la stabilisation des frais généraux et du coût du risque. Le total du bilan s'établit à 2263,357 milliards de FCFA contre 1783,64 milliards de FCFA à la clôture de l'exercice précédent, soit un accroissement de 26,9%. La structure financière reste équilibrée, notamment avec des fonds propres effectifs s'élevant à 634,693 milliards de FCFA et représentant 29,2% du total bilan hors capital non libéré.

**Au titre du CREPMF.** Le Conseil a examiné et approuvé le budget de l'exercice 2017 du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

**Au titre de la Commission de l'UEMOA.** La Commission a présenté au Conseil des ministres l'état



Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal

d'exécution du budget général des Organes de l'Union au 31 décembre 2016. Le Conseil a procédé à l'affectation du Produit du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) au titre de l'exercice 2017 et adopté le budget général des Organes de l'Union au titre de l'exercice 2017. Le Budget général de l'Union est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cent quatre-vingt-quinze milliards huit cent soixante-dix-neuf millions trois cent quarante mille cinq cent vingt-quatre (195.879.340.524) francs CFA.

Le Conseil a, dans le cadre de la surveillance multilatérale, examiné la situation économique et fi-

nançière des économies de l'Union en 2016 et les perspectives pour 2017, qui demeurent bien orientées en dépit d'un environnement international et régional difficile du point de vue des conditions de financement des économies et des efforts à déployer pour assurer un climat de paix et de sécurité. Le Conseil a également adopté les décisions relatives aux programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité au titre de la période 2017-2021. Ces décisions invitent les Etats membres à redoubler de vigilance et à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques, notamment dans le

processus de contractualisation des partenariats public-privé, afin de préserver la soutenabilité de la dette publique.

Le Conseil a adopté un projet de Règlement portant adoption des modalités d'élaboration et de calcul de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation au sein des Etats membres de l'UEMOA (IHPC base 2014). L'IHPC base 2014 remplace l'IHPC base 2008 adopté par le Règlement n°01/2010/CM/UEMOA du 30 mars 2010. Le nouvel indice adopté permet aux Etats membres et à l'Union de disposer d'un nouvel instrument de mesure de l'inflation prenant en compte à la fois les milieux rural et urbain. Il permet également d'actualiser les pondérations utilisées pour mieux prendre en compte l'évolution de la structure de consommation des ménages. L'adoption de ce Règlement traduit la volonté des Autorités de l'Union de disposer de statistiques de prix conformes aux normes internationales.

Le Conseil a examiné l'état de mise en œuvre des Directives du cadre harmonisé des finances publiques par les Etats membres de l'UEMOA à la date du 31 dé-

cembre 2016. Au regard du niveau de mise en œuvre de ces réformes par les Etats, le Conseil a invité les ministres en charge des Finances à parachever l'application des directives et, particulièrement, la mise en place du budget programme au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Au titre de la Cour de Justice de l'UEMOA, le Conseil a adopté le Règlement portant définition des caractéristiques des costumes d'apparat des Membres et du Greffier de la Cour. Les costumes d'apparat sont portés lors des audiences solennelles de la Cour (audiences de prestation de serment, audiences de rentrée judiciaire) ou lors de certaines cérémonies publiques. Ce Règlement complète le Règlement n°03/96/CM/UEMOA du 20 décembre 1996 qui s'est limité à la définition des caractéristiques des costumes d'audiences ordinaires. L'adoption de ce Règlement traduit la volonté des Autorités de l'Union de permettre à la Cour d'assumer convenablement son rôle d'organe de contrôle juridictionnel.

Objectif du nouveau projet «Transport durable à faible émission»

### Réduire le parc automobile d'occasion pour améliorer la qualité de l'air

Au Togo, le transport terrestre est en pleine croissance. Le taux moyen de croissance annuelle du parc, qui était de 4% il y a quelques années, est passé à 6% en 2016. Et selon les projections réalisées à l'échelle nationale et contenues dans le récent schéma directeur et d'aménagement du Grand Lomé, le parc automobile du pays augmenterait de plus de 300% à l'horizon 2035. Cette croissance du parc automobile d'occasion entraîne obligatoirement l'augmentation des émissions ; ce qui n'est pas sans effet sur l'environnement et la santé humaine. Pour remédier à cet état

de chose, le Togo a adhéré à la Coalition pour le climat et l'air pure (CCAC) et à l'Initiative globale pour l'économie de carburant et de véhicules propres. Le but ultime est la réduction de la pollution de l'air afin d'améliorer le cadre de vie des populations dans la perspective de l'atteinte des Objectifs de développement durable d'ici à 2030.

A juste titre, le ministère togolais de l'Environnement et des ressources forestières a lancé, le 31 mars 2017 à Lomé, le projet «Transport durable à faible émission», en vue de sensibiliser les acteurs sur la nécessité d'adopter les modes de

transports respectueux de l'environnement pour une amélioration de la qualité de l'air et de la santé des populations. L'initiative bénéficie de l'accompagnement technique et financier du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Le projet «Transport durable à faible émission» va permettre de sensibiliser tous les acteurs sur la nécessité de préserver la qualité de l'environnement en adoptant des modes de transport et d'utilisation de carburant propre et moins polluants, a souligné le Directeur de cabinet audit ministère, Tokoro Adignon.

Le Coordonnateur, M. Volley Koffi,



lui, trouve qu'il est urgent de rechercher les voies et moyens pour lutter contre la pollution atmosphérique. Pour ce faire, il est prévu un inven-

taire parc automobile, suivi de l'élaboration d'une stratégie nationale de promotion des véhicules à faible émission.

M. Makhtar Diop, en visite au Togo, annonce l'augmentation de l'appui budgétaire de la Banque mondiale au Togo

### 20 millions de dollars de plus pour les réformes urgentes

(suite de la page 3)

abattoirs de volailles ; techniciens dans les cabinets vétérinaires ; entrepreneurs à leur propre compte.

Au Togo, la production avicole est considérée comme une filière porteuse de croissance. Pour cette raison, le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) vise une croissance de la production avicole de 6,5%, soit une augmentation de 1 500 000 têtes de volailles entre 2014 et 2018 à l'échelle nationale.

En rappel, le Togo est devenu membre du Groupe de la Banque mondiale le 1<sup>er</sup> août 1962 et a reçu

son premier financement auprès de l'institution en 1968. Au 31 mars 2017, le portefeuille de la Banque mondiale pour le pays compte au total 15 projets en cours d'exécution, représentant un engagement financier total de 195,6 millions de dollars, soit environ 118 milliards de francs Cfa. Ces projets couvrent les secteurs de l'éducation, l'agriculture, la santé, l'environnement, les mines, le développement communautaire, la protection sociale et les infrastructures. De nouveaux projets ont été approuvés en 2017 pour apporter un financement additionnel au secteur de l'agriculture (10 mil-

lions de dollars) et pour financer de nouveaux projets pour le développement communautaire et la protection sociale (29 millions de dollars) et promouvoir l'employabilité des jeunes en milieux défavorisés (15 millions de dollars). Six autres opérations sont en cours de préparation pour renforcer la gouvernance économique, promouvoir les services logistiques, apporter un deuxième appui financier à l'agriculture, soutenir le secteur de l'énergie, renforcer les infrastructures urbaines à Lomé et dans certaines villes de l'intérieur, et apporter un appui budgétaire pour soutenir les

réformes économiques et sectorielles. Le Groupe de la Banque mondiale est également en train de finaliser sa nouvelle stratégie pour le Togo, qui sera présentée à son Conseil d'administration avant la fin juin 2017. La visite de Makhtar Diop a été donc l'occasion de réaffirmer l'engagement de la Banque mondiale à accompagner les efforts du Togo en vue de la réduction de la pauvreté et du partage de la prospérité. Le Groupe de la Banque mondiale, lui, est l'une des plus importantes sources mondiales de soutien financier et technique pour les pays en développement. Il est

composé de cinq institutions connexes : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ICSID). Chaque institution joue un rôle distinct dans le cadre de la mission de l'organisation, qui est de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des habitants des pays en développement.

## FOOTBALL/TURQUIE

## Adebayor enchaîne les buts

Après 6 mois sans club et une Coupe d'Afrique des Nations disputée avec le Togo, Emmanuel Adebayor a retrouvé un point de chute cet hiver en Turquie. Et l'ancien joueur d'Arsenal retrouve petit à petit sa forme.

Hervé A.

Arrivé après la CAN 2017, le buteur trentenaire a eu le temps de jouer un match le 4 février puis il a eu une petite blessure à l'aine. Revenu à la compétition le 5 mars, il a joué au total 6 rencontres toutes compétitions confondues depuis son arrivée à Istanbul, soit un temps de jeu de 368 minutes.

Remplaçant les deux premiers matches, Adebayor a enchaîné avec 4 titularisations (2 matches joués en intégralité). Et pour sa première titularisation le 12 mars contre Konyaspor, il a trouvé le chemin des filets. Son dernier but en club remontait à plus d'un an, c'était le 13 février 2016 avec Crystal Palace.

L'air de la Turquie fait décidément du bien à l'ex d'Arsenal et de Tottenham qui en est à 3 buts toutes compétitions confondues. Précisons d'ailleurs qu'il a marqué ses 3 buts lors des 4 derniers matches. Son dernier but a été inscrit mardi soir face à Akhisar en Coupe de Turquie.



Il a ouvert le score pour son équipe (touché, il a été remplacé), qui s'est imposée 2 à 0 et qui atteint les demi-finales de l'épreuve.

Il faut aussi ajouter que son club est actuellement deuxième de la Super Lig turque, à 5 points du leader Besiktas. Tout va donc parfaite-

ment bien pour Emmanuel Adebayor, prêt à montrer plus que jamais qu'il en a encore sous le pied !

## CLASSEMENT FIFA

## Le Brésil vire en tête, l'Egypte garde le cap

Première nation qualifiée sur le terrain pour le Mondial 2018, le Brésil s'est emparé de la première place du classement FIFA au détriment de l'Argentine en ce mois d'avril. Au niveau africain, le Nigeria s'immisce dans le Top 5 au détriment de la Tunisie. Tandis que le Togo perd 6 places.

Après sept ans d'absence, le Brésil retrouve la première place du Classement mondial FIFA/Coca-Cola au terme d'une semaine internationale riche en mouvements.

Son élimination en quarts de finale de la Coupe du Monde de la FIFA, Afrique du Sud 2010™ face aux Pays-Bas avait eu raison de son titre de numéro un. En rem-

portant la finale de la compétition face aux Oranje, l'Espagne devenait championne du monde et récupérait du même coup la première place du classement. Toutefois, les récentes victoires de la Seleção aux dépens de l'Uruguay et du Paraguay lui ont permis non seulement d'assurer sa place pour la Coupe du Monde de la FIFA, Russie 2018™ mais aussi

de retrouver le sommet de la hiérarchie du football mondial.

Malgré la flopée de matches amicaux disputés en mars, c'est beaucoup plus calme au niveau africain, où le podium Egypte-Sénégal-Cameroun demeure inchangé. On note en revanche le retour du Nigeria dans le Top 5 continental. Cette montée se fait au détriment de la Tunisie, battue par

le Cameroun (0-1) et le Maroc (0-1) le mois dernier et qui chute au 7e rang africain. Si le Burkina Faso continue d'améliorer le meilleur classement de son histoire (35e), le Bénin et le Liberia en perdant respectivement 17 et 39 places et chutent lourdement aux 83e et 141e places. Quant au Togo, il perd 6 places et se classe 107e rang mondial et 28e africain.

## CAMEROUN

## Rigobert Song veut déjà reprendre du service !

Tout juste rentré au Cameroun après avoir reçu des soins en France à la suite de son AVC, Rigobert Song a expliqué qu'il compte reprendre sans plus attendre son poste de sélectionneur de la sélection locale en vue du CHAN 2018.

Soigné en France après son AVC survenu en octobre dernier, Rigobert Song est rentré au pays samedi. Et l'ancien capitaine des Lions Indomptables ne compte pas chômer puisqu'il souhaite déjà reprendre ses fonctions de sélectionneur de l'équipe locale qu'il occupait avant son accident. "Je reprends avec les Lions A' immédiatement. Dans quelques mois, il



ya le Championnat d'Afrique des nations (CHAN) qui va se jouer, donc il faudrait que je reprenne

les activités toute suite. Il n'y a rien de si grave que ça, je suis opérationnel aujourd'hui", a assuré

l'ancien défenseur sur le plateau de la CRTV.

"C'est d'ailleurs pour cette raison que les médecins se sont permis de me libérer pour que je puisse rentrer en activité. (...) Il faudrait, comme je le faisais déjà auparavant, que j'essaie d'entrer dans les préparations, que je regarde les matches du championnat pour pouvoir trouver des joueurs assez bons qui vont venir faire la différence, être à la hauteur des Lions Indomptables qui nous ont séduit il y a quelques mois", a ajouté Song. Le Cameroun affrontera Sao Tomé et Principe en éliminatoires du CHAN 2018 au mois d'août.

## Appiah de retour aux affaires

La Fédération ghanéenne (GFA) a annoncé mardi avoir nommé James Kwesi Appiah au poste de sélectionneur. Préféré à Winfried Schäfer et Willy Sagnol, le technicien retrouve donc des fonctions déjà occupées de 2012 à 2014.

En quête d'un successeur à Avram Grant, parti d'un commun accord au terme de son contrat fin février, l'instance a décidé de jouer la carte locale en nommant James Kwesi Appiah au poste de sélectionneur. "La décision a été prise par le comité exécutif de la GFA mardi après avoir approuvé le rapport des six membres du comité de recherche", indique la Fédération. Agé de 56 ans, le technicien entrera en fonction le 1er mai pour un contrat de deux ans.

Appiah connaît bien le poste puisqu'il a déjà dirigé les Black Stars entre 2012 et 2014 avant d'être remercié à l'issue du Mondial brésilien, achevé dès le premier tour. Depuis son éviction, il dirigeait Al Khartoum SC au Soudan où il avait été élu entraîneur de l'année. Préféré à l'Allemand Winfried Schäfer et au Français Willy Sagnol, dont la candidature faisait grand bruit, voire au sélectionneur du Cameroun, Hugo Broos, parfois cité parmi les candidats, le Ghanéen récolte également les rênes de la sélection locale.

Mais avec les A, son objectif consistera avant tout à se qualifier pour la CAN 2019 et à y franchir enfin un cap après 6 présences consécutives dans le dernier carré sans le moindre sacre. Appiah et le Ghana avaient notamment achevé la CAN 2013 à la 4e place, comme cette année. Après la mauvaise entame des Black Stars (1 point en 2 journées), la qualification au Mondial 2018 paraît en revanche compromise.

Paris veut peser  
1,5 milliard d'euros en 2020

Le président du PSG, Nasser Al-Khelaifi, souhaite faire passer la valeur du club de 843 millions d'euros aujourd'hui à 1,5 milliard d'euros en 2020 d'après les informations de l'Équipe.

C'est une très grosse ambition pour le club de la capitale, faire évoluer la valeur du club dans les quatre prochaines années. L'objectif pour le PSG, peser 1,5 milliard d'euros en 2020 alors qu'aujourd'hui d'après une étude du cabinet de conseils KPMG le club pèse 843 millions d'euros. Pour figurer dans la cour des grands, le PSG va devoir se donner les moyens et investir encore plus. Le rêve ultime pour franchir un palier, soulever la Ligue des Champions, mais six ans après l'arrivée des Qataris à la tête du club, l'objectif n'est pas réussi et les propriétaires commencent à douter.

Le PSG veut prendre exemple sur les grands d'Europe comme Manchester United, le Real Madrid ou encore le FC Barcelone qui flirte aujourd'hui avec une estimation de valeur à 3 milliards d'euros. Une croissance rapide pour Paris, en 2012, le club parisien était estimé à 60 millions d'euros. Paris devra donc réduire l'écart avec les grands clubs et compte sur plusieurs projets comme l'agrandissement du Parc des Princes pour passer de 48 000 à 60 000 places, grâce à des travaux estimés à 200 millions d'euros.

Pour rappel, le stade appartient à la mairie de Paris et le rachat par le club n'est pas du tout d'actualité. Pour grandir, il veut aussi son nouveau centre d'entraînement, qui sortira de terre à Poissy d'ici la saison 2020. Enfin dernière piste pour atteindre son objectif, développer son image et cela passe par des tournées dans le monde entier pour faire connaître la marque "PSG" lors de la coupure estivale. Un développement de l'image qui permet de vendre des produits dérivés et donc d'engranger plusieurs millions d'euros.

Un produit interdit découvert dans  
les urines de sprinteurs jamaïcains

Le dossier avait été classé à l'époque par le Comité international olympique et l'Agence mondiale antidopage, attribuant cette présence à faibles doses à une probable consommation de viande contaminée.

Après le test positif de l'athlète Nesta Carter, qui a privé en janvier la star Usain Bolt de sa neuvième médaille d'or olympique, de nouveaux soupçons de dopage touchent l'équipe jaune et verte des Jeux olympiques de Pékin en 2008.

L'image du sprint jamaïcain, porté cette année-là par le doublé 100m-200m d'Usain Bolt et un titre sur le relais 4x100m, a été ternie dimanche par un reportage diffusé par la chaîne publique allemande ARD.

On y apprend la présence de clenbuterol, un produit interdit, dans les échantillons d'urines de plusieurs de ces athlètes... sans que cela n'ait été dévoilée publiquement par le Comité international olympique (CIO) et l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Ces dossiers ont été classés en raison des faibles dosages selon les deux instances qui attribuent la présence de ce produit -brûleur de graisse et aux effets anabolisants- à une probable consommation de viande contaminée. Aucun nom n'a en revanche été donné.

"Je suis au courant du fait que de faibles niveaux de clenbuterol ont été découverts chez des athlètes jamaïcains, assume dans ce reportage le directeur de l'AMA Olivier Niggli. Lorsque les doses découvertes sont relativement faibles par rapport à l'ingestion directe de la substance, l'AMA admet le fait que ces cas ne sont pas rendus publics".

Le CIO s'est également expliqué dans un communiqué : "Toutes les valeurs étaient inférieures à 1 ng/ml, ce qui peut être attribué à la consommation de viande contaminée".

Seulement, cette défense ne convainc pas tout le monde. "Constater un résultat, et l'attribuer automatiquement à une possible consommation de viande contaminée, puis refermer le dossier, ne suffit pas", s'est emporté lundi le président de l'agence allemande antidopage Lars Mortisier. Nous avons besoin d'aller jusqu'au bout de ce type de cas, si nous voulons que notre système soit crédible.

## Pour des tâches liées au permis de construire ou à l'aménagement urbain Deux architectes et trois urbanistes togolais désirés par la Fonction publique

Jean AFOLABI

Le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, lance un appel à candidature pour le recrutement de **deux (02) architectes** et de **trois (03) urbanistes**, de sexe masculin ou féminin, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée régi par le statut général de la fonction publique. Sous l'autorité du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Cadre de Vie et hiérarchiquement rattaché à la Direction Générale de l'Urbanisme du Développement Municipal de l'Habitat et du Patrimoine Immobilier (DGUDMHP), l'architecte aura pour mission la supervision de tout ce qui a rapport aux travaux architecturaux du ministère.

Son activité générale est la gestion du programme du ministère en matière d'architecture et de construction. Les activités spécifiques sont : traduire la stratégie de développement en matière d'habitat de logement et de construction ; étudier les dossiers de demande de permis de construire ; identifier, sélectionner et exploiter les informations relatives à l'architecture dans le cadre de la veille professionnelle ; planifier et coordonner les programmes en matière d'architecture ; organiser, di-

riger et contrôler la mise en œuvre des programmes architecturaux ; élaborer les termes de références de toute étude relative aux programmes et opérations en matière d'architecture du ministère ; piloter la démarche qualité relative à l'habitat au niveau du ministère ; contrôler les plans architecturaux ; contrôler toute étude relative aux opérations d'interventions dans le tissu urbain notamment en matière de réhabilitation, de rénovation, de restauration, de restructuration, etc.

Le candidat doit : être de nationalité togolaise ; être titulaire d'un diplôme BAC + 5 ans au moins en architecture ; avoir au moins deux (02) ans d'expérience professionnelle ; maîtriser l'outil informatique (CAO, DAO, bureautique, gestion), etc. L'âge requis est de 25 à 40 ans.

L'activité générale des candidats urbanistes est la gestion du programme en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain. Les activités spécifiques sont : organiser, diriger et contrôler la mise en œuvre des programmes urbanistiques et d'aménagement urbain ; organiser, diriger et contrôler la mise en œuvre des documents de planification, d'urbanisme prévisionnel et opérationnel ; élaborer les termes de réfé-

rences de toute étude relative à l'urbanisme notamment les documents de planification, d'urbanisme prévisionnel et opérationnel ainsi que des études et opérations d'aménagement urbain, etc. ; vérifier l'applicabilité des documents d'urbanisme prévisionnel et opérationnel en vue de leur approbation ; veiller à l'implantation des documents d'urbanisme prévisionnel et opérationnel ; élaborer des plans d'urbanisme de détail ; veiller au suivi et à l'évaluation des documents d'urbanisme ; élaborer des plans d'urbanisme régularisés ; identifier les nouvelles localités devant faire l'objet de documents de planification, d'urbanisme prévisionnel et opérationnel ; piloter la démarche qualité relative à l'urbanisme et à l'aménagement urbain au niveau du ministère ; contrôler toute étude relative aux interventions dans le tissu urbain (réhabilitation, rénovation, restructuration, restauration, etc.)

Les architectes-urbanistes ont la latitude d'opter pour l'une ou l'autre des deux candidatures ; mais pas les deux à la fois. Après la présélection sur la base des dossiers fournis et relativement aux critères ci-dessus, les candidats retenus auront à passer une interview. La date limite du dépôt des dossiers est **fixée au 28 avril**.

Appréhendée avec ses complices par les services du ministère de la Sécurité

## Une dame collecte les produits alimentaires frelatés et avariés pour les revendre sur le marché togolais

Une dame, la cinquantaine environ et deux de ses complices, des jeunes garçons de 37 ans chacun, ont été interpellés, le 25 mars 2017, par la cellule sécuritaire du ministère de la sécurité et de la protection civile, pour commercialisation de produits alimentaires frelatés et avariés. La dame, très véreuse selon la police, dispose de plusieurs magasins où elle entrepose et vend des produits alimentaires de tous genres (boissons en cannette, pâtes alimentaires, biscuits, boîtes de lait concentré etc.). La plupart de ces produits sont achetés à vil prix dans les grandes surfaces avec la particularité qu'ils sont tous quasiment à terme de leurs dates de péremption.

Avec ses complices, elle procède à un soigneux maquillage des dates de péremption des produits afin de conférer la validité nécessaire à leur mise en circulation. Ainsi, pour une cannette de jus de mangue, la date initiale de péremption de 17 mars 2017 peut facilement être transformée en 17 mars 2018, le chiffre 7 de l'année 2017 étant simplement effacé et remplacé par 8. Par ce procédé, elle parvient avec ses complices à gruger les services de contrôle et au final le pau-

vre consommateur pour engranger de substantiels bénéfices sur son dos et au mépris de sa santé.

Huit magasins remplis de ces produits avariés entreposés dans des conditions d'hygiène abominables ainsi qu'une camionnette bourrée de 239 cartons de cannettes en péremption ont été saisis. La valeur totale de ces marchandises est pour l'instant estimée à des di-



zaines de millions de nos francs.

On estime au cabinet du colonel Damehane Yark que l'interpellation de cette dame et de ses complices ne peut être que « l'arbre qui cache la forêt » de tous les trafics et autres magouilles qui

entourent la commercialisation de divers produits de consommation livrés sur nos marchés. « Si des meubles s'écroulent parfois d'eux-mêmes, il y a lieu de s'interroger sur la qualité des matériaux de construction. Certaines maladies relevées dans nos structures sanitaires ne peuvent qu'être la conséquence de ce qui nous est livré pour consommation dans les com-

merces », souligne la police. Qui souligne qu'un produit dont le prix défie toute concurrence doit toujours éveiller l'attention du consommateur sur sa qualité et le danger qu'il peut représenter pour la santé.

## Au Togo et dans les 32 pays où il est présent Un nouveau produit Ecobank Mobile veut révolutionner la banque électronique

Jean AFOLABI

Pour éviter à la population de traîner de l'argent liquide, pour promouvoir la bancarisation aujourd'hui située à 17%, et pour la fluidité des transactions bancaires, le Groupe Ecobank a lancé, hier jeudi à Lomé, un nouveau produit dénommé **ECOBANK MOBILE**. D'après Messan Klouvi, le directeur de la Banque des Particuliers à Ecobank Togo, l'application **ECOBANK Mobile** permet aux clients d'ouvrir un compte électronique gratuit – le compte **Ecobank Xpress**. Ce compte unique peut être ouvert en l'espace de quelques minutes sans fournir de références particulières : pour les clients Ecobank, il faudra fournir le numéro de la carte bancaire puis le code PIN ou les références de ses identifications pour l'accès

à la Banque par Internet ; pour les non clients Ecobank, juste un numéro de téléphone portable bien enregistré chez l'opérateur de téléphonie mobile et une pièce d'identité en cours de validité.

Ainsi créé, ce compte vous permet : de déposer de l'argent rapidement et de connaître votre solde ; d'envoyer de l'argent vers d'autres comptes (compte bancaire ou compte Xpress) ; d'envoyer de l'argent instantanément dans 32 pays africains outre le Togo. Ce nouvel outil prend en charge d'autres transactions financières qui sont en cours de développement et d'intégration comme l'achat de crédit de communication, l'abonnement à CANAL+, le paiement des factures d'électricité et d'autres paiements,

L'appli Ecobank Mobile est téléchargeable sur **Google Play** et **l'App Store**. Messan Klouvi pré-

cise également qu'avec l'application Ecobank Mobile, le client peut effectuer des paiements auprès des commerçants, et recevoir confirmation de paiement immédiate, ou consulter son solde et accéder aux relevés de compte comme avec n'importe quel autre compte Ecobank. Avec le paiement par Masterpass, le client n'a plus besoin d'avoir du cash sur lui pour payer les commerçants chez qui le code QR est installé et ce dernier jouit d'énormes avantages.

« Nous avons la capacité et le devoir de développer nos pays en faisant ce qu'il y a de mieux. L'application mobile Ecobank est la seule application que vous pouvez utiliser dans 33 pays au monde », a finalement déclaré Mamadi Diakité, directeur général d'Ecobank Togo.

Lancement d'un produit dénommé « e-CFA »

## La BCEAO appelle à faire cesser toute confusion

Certains médias ont relayé, depuis le 27 octobre 2016, l'annonce de la Banque Régionale des Marchés (BRM) relative au lancement d'un produit dénommé « e-CFA » en partenariat avec la société « e-Currency » localisée en République d'Irlande et dont l'émission prévue en 2017 débiterait au Sénégal.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) in-

forme l'opinion publique qu'elle n'est impliquée en aucune manière dans ledit projet. A cet égard, elle a notifié aux établissements concernés la nécessité de changer la dénomination du produit en vue d'éviter toute confusion avec la monnaie ayant cours légal dans l'Union et de faire publier un démenti, par voie de presse, de toute implication de l'Institut d'Emission dans une telle initiative. La Banque Centrale précise, par ailleurs,

qu'elle n'envisage aucune création de monnaie numérique dans aucun Etat membre de l'UEMOA.

Les médias ainsi que le public sont invités à se référer aux voies de communication usuelles de la BCEAO. A cet égard, l'Institut d'émission rappelle aux populations que ses communiqués sont diffusés officiellement sur son site internet [www.bceao.int](http://www.bceao.int), ainsi que dans la presse écrite et audiovisuelle.

A l'initiative de la BOAD et de la CRRH-UEMOA

## L'étude sur le financement du logement abordable validée à Lomé

La Banque mondiale, la Banque ouest africaine de développement (Boad) et la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) ont organisé, le 28 février 2017 au siège de la BOAD à Lomé, un atelier de validation de l'étude sur le financement de l'habitat abordable dans l'UEMOA. Cette étude vise à identifier les meilleures options pour promouvoir le développement de l'habitat social au sein de l'espace communautaire, souligne la Banque. Sur la base du diagnostic de l'état des lieux du financement du logement social dans l'UEMOA et des expériences des différents pays de l'Union, particulièrement quant aux contraintes relatives à l'offre de logements, les participants ont réfléchi aux options de financement par une optimisation des outils régionaux afin d'accroître les financements du logement abordable. Dans ce cadre, les expériences internationales pour faciliter le financement du logement abordable avec les caisses de

refinancement hypothécaires ont été discutées, ajoute-t-on.

L'atelier de Lomé s'inscrit dans le cadre de l'instruction par la Banque mondiale d'une requête du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de la mise en place d'un projet régional pour soutenir l'accès au financement de l'habitat abordable, à l'initiative de la BOAD et de la CRRH-UEMOA.

Avec une population estimée à environ 110 millions d'habitants, l'UEMOA – Union économique et monétaire ouest africaine – connaît un taux de croissance démographique parmi les plus élevés au monde. Cet accroissement rapide de la population qui s'accompagne d'une forte urbanisation fait de la promotion de l'habitat abordable une urgence économique et sociale. A Christian Adovelande, Président de la BOAD, de rappeler que son institution « a engagé depuis 2004-2005, avec la BCEAO, la Commission de l'UEMOA et l'Autorité régionale des marchés financiers, des réflexions visant à pro-

mouvoir un marché hypothécaire. La mise en place, en 2010, de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA est un des fruits de cette initiative communautaire. Il conviendrait désormais de renforcer le rôle structurant de la CRRH-UEMOA, y compris dans le financement du logement abordable ».

A l'atelier, le soutien du Groupe de la Banque mondiale a été confirmé par Mme Joëlle BUSINGER, Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo : « Nous sommes en train de préparer une opération régionale d'un montant estimé à plus de 100 millions de dollars pour soutenir les efforts visant l'élargissement de l'accès au financement de l'habitat abordable dans la région. Cette opération, financée par l'Association Internationale de Développement (IDA) sera soumise à l'approbation de notre Conseil d'Administration avant la fin de cette année 2017 », a-t-elle déclaré.

Commerce

## Ça paye aussi la nuit

Etonam Sossou

Chaussures, tee-shirts, ceintures, sacs... sont entre autres les articles vendus par ces commerçants dans la nuit aux passants. Depuis un certain temps, l'on rencontre des vendeurs partout dans les rues et en particulier à tous les carrefours à forte concentration démographique en soirée.

Marchandises en main, ou installées à même le sol, ces vendeurs attirent les clients par des cris ou encore interpellent des personnes à leur passage. A l'observation, ils sont nombreux hommes, femmes et enfants à exercer cette activité nocturne. Ils commencent leurs activités aux environs de 17h00 pour achever autour de 22h00. Chaussures, sacs, ceintures, pantalons, tee-shirts, jupes, chemises, sont quelques accessoires proposés par ces marchands aux différents passants. Du côté des clients, certains sont satisfaits. Elodie fait partie de ces personnes qui côtoient ces commerçants : « J'aime bien acheter les choses ici parce que c'est moins cher », affirme cette étudiante. Idem pour Gloria qui dit effectuer la plupart de ses achats auprès de ces détaillants. D'autres par contre sont insatisfaits : « Quand



tu achètes un article ici en route, il te plaît ; mais quand tu arrives à la maison, c'est comme si ce n'est pas la même marchandise », soutient Aline, une cliente. Les raisons qui les amènent à travailler dans la nuit sont diverses. Wanou est l'un de ces vendeurs qui est spécialisé dans la vente des chaussures au lieu-dit carrefour Y : « Je préfère vendre en soirée car c'est l'heure à laquelle plusieurs personnes rentrent du travail », soutient ce jeune homme. Pour Pépé, vendeur de chemises à Cassablanca, il exerce dans la nuit « pour éviter les agents de la préfecture qui chasse les gens en journée ». Mais pour certains ce sont les conditions de vie qui les poussent à faire ce métier : « Si je vends c'est pour ne pas aller voler comme le font les jeunes de maintenant. Les temps sont durs et je fais avec ce que je vois »,

confie un autre vendeur du carrefour Y. Le prix d'un article est fonction du choix, de la qualité du produit choisi apprend-on des différents commerçants. Ainsi pour se procurer une chaussure ou un sac, il faut déboursier entre 2 000 et 7 000 Fcfa, 500 à 3 000 Fcfa pour une ceinture ou une chemise. Et ce prix est fonction de l'endroit où l'on se trouve. Sans toutefois déclarer leur gain journalier, ces marchands disent trouver leurs comptes : « Malgré qu'il puisse y avoir des jours où je rentre sans vendre, j'arrive à subvenir à mes besoins », affirme cet autre vendeur. Les difficultés rencontrées au quotidien par ces marchands ne sont pas en reste. « La principale difficulté est la pluie car elle détruit les produits et fait que les clients n'achètent pas », soutient Pépé.

Kits d'insertion professionnelle

## 196 nouveaux bénéficiaires dans le Grand Lomé

Les Volontaires d'Engagement Citoyen (VEC) ou Jeunes Déscolarisés (JDS) du Grand Lomé, ont reçu leurs kits le 04 avril 2017, à Lomé. 196 au total, (131 tailleurs et couturières, 51 coiffeuses, 7 menuisiers aluminium, 1 menuisier bois, 3 brodeurs, 2 tapissiers, 1 soudeur), ils font partie des 283 volontaires mobilisés et déployés dans les quartiers du Grand Lomé, pour des activités d'insalubrité et de sensibilisation

de leur pays. La pérennité du projet dépend de vous. Vous devez rembourser le quart du coût des kits pour permettre à d'autres d'en bénéficier », a déclaré Mme Victoire Tomégah-Dogbé, Ministre en charge de l'emploi des jeunes, à l'endroit des bénéficiaires.

Le projet de Volontariat d'Engagement Citoyen ou des Jeunes Déscolarisés vise à promouvoir l'engagement des jeunes déscolarisés ou semi-scolarisés. A

ment à la Base), l'ANVT (Agence Nationale du Volontariat au Togo), le FNFI (Fonds National de la Finance Inclusive) et la Direction de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

**Un nouveau bâtiment scolaire pour le CEG Cacavéli**  
La Ministre du développement à la base, a également procédé à la remise officielle d'un bâtiment scolaire au CEG Cacavéli. Cette nouvelle infrastructure éducative composée de 4 classes, d'un bureau et



Remise d'un kit par la Ministre Victoire Dogbé-Tomégah à des bénéficiaires

des riverains pour l'adoption de comportements responsables de leur milieu. Après 4 mois de mission, ces bénéficiaires sont des jeunes qui ont appris un métier, mais manquent toujours de moyens pour l'exercer. « J'ai trouvé en vous des jeunes engagés, responsables et dignes, et qui ont à cœur le déve-

travers ce projet, le ministère en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, leur offre l'opportunité de contribuer aux solutions de développement du pays en général et de leur communauté en particulier.

Le projet est mis en œuvre conjointement par l'ANADEF (Agence Nationale d'Appui au Développe-

d'un magasin, vient résoudre le problème d'effectifs pléthoriques (entre 70 et 100 élèves par classe) dans les salles de classe.

Inscrit dans le Plan d'Action du Quartier, ce bâtiment est construit et équipé avec le financement de l'entreprise de travaux publics EBOMAF à hauteur de 22306347 Fcfa.

07 avril/Journée mondiale de la santé

## «Dépression: parlons-en»

La dépression est la première cause de morbidité et d'incapacité dans le monde. Selon les dernières estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus de 300 millions de personnes dans le monde vivent désormais avec ce problème, soit une augmentation de plus de 18% de 2005 à 2015. Le manque de soutien aux personnes ayant des troubles mentaux, associé à la peur de la stigmatisation, empêchent beaucoup d'entre elles d'accéder aux traitements dont elles ont besoin pour mener des vies productives et en bonne santé.

Ces nouvelles estimations ont été publiées à la veille de la Journée mondiale de la santé le 7 avril, point culminant de la campagne de l'OMS intitulée «Dépression: parlons-en» menée sur toute une année. Le but général de cette campagne est que davantage de personnes atteintes, partout dans le monde, cherchent à se faire aider et obtiennent cette aide. Ainsi que le déclare le Directeur général de l'OMS, le Dr Margaret Chan: «ces nouveaux chiffres tirent la sonnette d'alarme pour que tous les pays repensent leurs approches en matière de santé mentale et s'en occupent en lui accordant l'urgence nécessaire».

L'une des premières étapes consiste à s'occuper des questions de préjugés et de discrimination. «La stigmatisation continue de

la maladie mentale a été la raison pour laquelle nous avons décidé d'appeler la campagne «Dépression: parlons-en», a indiqué le Dr Shekhar Saxena, Directeur à l'OMS du Département Santé mentale et abus de substances psychoactives. «Pour celui ou celle ayant une dépression, le fait de parler à une personne de confiance est souvent le premier pas vers le traitement et la guérison».

### Un besoin urgent d'accroître les investissements

Il faut également accroître les investissements. Dans de nombreux pays, il n'y a que très peu ou pas d'aide pour les personnes ayant des troubles de santé mentale. Même dans les pays à revenu élevé, près de 50% des personnes ayant une dépression ne sont pas traitées. En moyenne, seulement 3% des budgets publics pour la santé sont investis dans la santé mentale, ce chiffre variant de moins de 1% dans les pays à faible revenu à 5% dans ceux à revenu élevé.

Les investissements dans la santé mentale se justifient aussi sur le plan économique. Chaque dollar US investi pour l'extension des traitements de la dépression et de l'anxiété en rapporte 4 en termes d'amélioration de la santé et de capacité au travail. En général le traitement consiste à suivre une

thérapie par la parole ou à prendre un traitement antidépresseur ou à associer ces deux mesures.

Les deux approches peuvent être assurées par des agents de santé non spécialisés, après une courte formation et en utilisant le Guide d'intervention du Programme d'action de l'OMS *Comblant les lacunes en santé mentale*. En utilisant ce guide, plus de 90 pays, à tous les niveaux de revenu, ont introduit ou intensifié des programmes prenant en charge la dépression et d'autres troubles mentaux.

L'absence d'action est coûteuse. Selon une étude dirigée par l'OMS, qui a calculé les coûts du traitement et les résultats sanitaires dans 36 pays à revenu faible, intermédiaire ou élevé au cours des 15 années de 2016 à 2030, le manque de reconnaissance et d'accès aux soins de la dépression et à un autre trouble mental courant, l'anxiété, aboutit à une perte économique mondiale se chiffrant à 1000 milliards de dollars US par an pesant sur les familles, les employeurs et les gouvernements. Les familles encourent des pertes financières quand les gens ne peuvent pas travailler; les employeurs souffrent quand les employés sont moins productifs ou incapables de travailler; les gouvernements doivent assumer des dépenses plus élevées pour la santé et la protection sociale.

## Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1367  
DE LOTO BENZ DU 29 Mars 2017

Le tirage de LOTO BENZ de ce mercredi 05 Avril 2017 porte le N°1368. Le dernier tirage de la LOTO BENZ a fait des gagnants de gros lots à SOKODE et à DAPAONG.

En effet, le point de vente 1208, basé à SOKODE a enregistré un gagnant d'un gros lot de 1.250.000 F CFA.

A DAPAONG, c'est un gros lot de 1.000.000 F CFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance auprès de l'opérateur 10132.

Dans les autres villes du pays, la LONATO a enregistré essentiellement des gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000 F CFA.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !  
BONNE CHANCE A TOUS !

## LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1368 de LOTO BENZ du 05 Avril 2017

Numéro de base

01 53 73 02 23

# TOGO CELLULAIRE



**LA FAMILLE S'ÉLARGIT**  
**NOUVEAUX NUMÉROS**  
**70 XX XX XX**

*NOUS SOMMES PLUS DE 3 MILLIONS D'ABONNÉS*



LE LEADER

service client : 888

[www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel)

[www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

